Les cas positifs au virus en hausse

Prés de 200 cas de contamination en 24 heures

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5067 - Jeudi 30 avril 2020 – Prix : 10 DA

Programmes télévisés

L'ARAV adresse «un avertissement» à Echourouk TV

Page 16

Conséquence du Covid-19 sur la santé mentale des Algériens

Mahmoud Boudarene, psychiatre : «Le confinement est une épreuve morale»

Page 4

Crise financière et crise sanitaire à l'aune l'une de l'autre

Par Mohamed Habili

A la crise financière de 2008 comme à la crise sanitaire actuelle les banques centrales des grandes économies se sont empressées de répondre par des plans de soutien à l'activité économique d'une ampleur sans précédent, dont probablement elles se seraient passé n'était la menace palpable d'un effondrement généralisé aux conséquences incalculables. A noter d'ailleurs que pour ce qui est du nombre de milliards de dollars mis en balance, elles se sont montrées nettement plus généreuses dans le deuxième cas que dans le premier, mais pour dans l'immédiat un résultat plus discutable. Dans quelques semaines, on en convient généralement, il faudrait y aller d'une nouvelle mise, peut-être du même ordre, si entre-temps l'épidémie a fait du surplace, ou pire encore, si elle est répartie de plus belle. Pour autant, les deux interventions, tout de même à douze ans d'intervalle l'une de l'autre, ne sont pas de même nature, même si elles présentent des traits en commun. Lors de la première, il s'agissait pour les autorités financières, occidentales au premier chef, de remédier à une crise survenant dans la sphère financière, par le renflouement du système bancaire, qui sans cela se serait effondré en entraînant avec lui l'économie réelle.

Suite en page 3

Abderrahmane Benkhalfa, envoyé spécial de l'Union africaine

«Accompagner la reprise d'une productivité deux fois plus grande»

Ph/D. R.

«La crise sanitaire qu'a provoquée la pandémie de coronavirus a bloqué l'économie mondiale qui ne fonctionne pas et la croissance est devenue récession», a déclaré, hier, l'ancien ministre algérien des Finances et nouvel envoyé spécial de l'Union africaine. Lire page 2

Abderahmane Raouya, ministre des finances :

La situation financière «n'est pas confortable»

Page 4

Entraide durant le mois de ramadhan

La solidarité bat son plein à Béjaïa

Page 3

Abderrahmane Benkhalfa, envoyé spécial de l'Union africaine

«Accompagner la reprise d'une productivité deux fois plus grande»

■ *«La crise sanitaire qu'a provoquée la pandémie de coronavirus a bloqué l'économie mondiale qui ne fonctionne pas et la croissance est devenue récession", a déclaré, hier, l'ancien ministre algérien des Finances et nouvel envoyé spécial de l'Union africaine.*

Par Thinhinene Khouchi

Ph/D. R.

Invité, hier, de la Radio algérienne, Abderrahmane Benkhalfa, envoyé spécial de l'Union africaine, a prévenu sur «une aggravation de la situation de l'économie mondiale au deuxième semestre de l'année 2020». Il a indiqué qu'«aujourd'hui, en plus de la crise sanitaire, l'économie ne fonctionne pas et la croissance est devenue récession», expliquant qu'«on parlait de taux de croissance de 1 à 3 % dans certains pays, mais on considère que le deuxième semestre va connaître une récession qui va atteindre les 4 à 5 % en négatif», a-t-il estimé. L'expert financier a ajouté que le coût de cette «économie en veilleuse» venant s'ajouter au coût de la lutte contre la pandémie va se faire ressentir dans les jours à venir. D'après Benkhalfa, «les pays producteurs de pétrole sont les plus touchés par cette décroissance mondiale». Selon lui, cette nouvelle situation exige «un plan de décollage économique post-coronavirus». L'Algérie doit donc suivre l'exemple des «pays qui travaillent aujourd'hui sur deux vitesses», recommande-t-il. «Une vitesse conjoncturelle pour couvrir les coûts de la pandémie et en même temps l'ouverture des grands chantiers structurels pour passer au nouveau modèle de financement de l'économie», a expliqué l'invité de la radio. Concernant l'après-coronavirus, l'ancien ministre a affirmé que hormis l'urgence de traiter les dossiers qui sont arrivés suffisamment finalisés, comme le font les pays qui en ont les moyens, il faut que le rythme de reprise soit accompagné d'une productivité deux fois plus grande, c'est ce qu'on appelle le rattrapage. Il dira, par ailleurs, qu'il faut dans cette situation minimiser au maximum les congés annuels, car on ne peut se permettre cette disposition si le confinement se poursuit jusqu' au mois de mai, voire le moment de prendre 3 mois de vacances, ce qui pourrait nous mener vers une récession et un taux de croissance de l'ordre de 1 % au mois de novembre. Cependant, a-t-il ajouté, «il est important de maintenir la consommation. Ceci étant, il faut dire que nous avons été contraints de réduire drastiquement nos importations, ce qui a provoqué un début d'étincelle en matière d'offre de production locale qu'il faut absolument maintenir, comme si le coronavirus allait durer des années. Cet accommodement doit se poursuivre aussi bien au niveau des consommateurs, des entreprises que des autorités. Il ne faut pas que dès la fin du confinement nous multiplions par deux nos importations». Pour rappel, l'ambassade d'Algérie à Addis-Abeba (Éthiopie) a annoncé que l'ancien ministre algérien des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, a été désigné dimanche dernier par l'Union africaine membre du groupe des envoyés spéciaux, chargés de mobiliser le soutien économique et financier international au profit du continent dans sa lutte contre le coronavirus. L'expert financier algérien s'appuiera sur sa vaste expérience et son réseau au sein de la communauté financière internationale pour participer au renforcement de l'aide financière continentale face aux défis posés par la lutte contre le Covid-19 en Afrique, a indiqué la même source. **T. K.**

Les cas positifs au virus en hausse

Prés de 200 cas de contamination en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré sept nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures en hausse par rapport à hier (5), portant à 444 le nombre de morts dans le pays depuis le début de la pandémie, a annoncé le porte-parole du comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a augmenté de 199 avec 67 cas de plus par rapport à hier (132), pour atteindre 3 848 cas confirmés répartis sur 47 wilayas, selon la même source.

En parallèle, le nombre de guérisons est estimé à 51 cas en baisse par apport à hier (93 cas) au cours des dernières 24 heures, pour atteindre au total 1702, selon le Pr Fourar.

Le porte-parole du comité scientifique a réitéré la nécessité de respecter les mesures de prévention consistant au confinement. **L.A.R.**

Abderahmane Raouya, ministre des finances :

La situation financière «n'est pas confortable»

La situation financière du pays n'est pas confortable en ces temps de la crise sanitaire, reconnait le ministre des finances Abderahmane Raouya qui rassure toutefois, que l'Etat gère la situation de façon précise notamment à travers la rationalisation de ses dépenses.

L'effondrement des revenus pétroliers du pays, conjugué à la crise sanitaire du Coronavirus ont impacté négativement la situation financière du pays. « La situation n'est pas confortable, il ne faut pas se mentir. Mais nous gérons la situation de façon précise a affirmé le ministre notant qu'un travail au jour le jour est en cours pour gérer la réduction des recettes de l'Etat. « La rationalisation des dépenses et les facilitations pour le recouvrement fiscal se poursuivent afin de faire face à la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus, a-t-il ajouté. « C'est une situation à laquelle aucun pays dans le monde ne s'attendait, mais nous avons les moyens d'y faire face », a-t-il assuré.

Lors d'un point de presse en marge d'une visite de prospection de plusieurs administrations fiscales de la capitale, Raouya a fait savoir que la gestion de la baisse des recettes, notamment celles liées aux hydrocarbures, induit une poursuite des efforts de rationalisation des dépenses tout en travaillant à hisser le taux de recouvrement fiscal grâce aux facilitations mises en œuvre par l'Etat ainsi que la numérisation.

Par ailleurs, lors de sa visite, M. Raouya a appelé le personnel de l'administration fiscale à poursuivre son travail de contrôle fiscal tout en assurant l'ensemble dispositions de facilitation prévues par la loi et par les décisions du gouvernement. A noter que lors de sa visite, le ministre s'est rendu au niveau de la direction fiscale des grandes entreprises (DGE) ainsi qu'au niveau des centres des impôts de Bab Ezzouar, de Rouiba et de Kouba. Concernant les contribuables des entreprises, le premier responsable des Finances a rappelé avoir tenu, la veille une réunion avec les syndicats et les chefs d'entreprises pour évoquer les mesures prises par le gouvernement en faveur de la prolongation des délais des paiements de l'impôt.

Il a également fait savoir que «si les conditions actuelles restent telles quelles, le ministère prendrait de nouvelles mesures» dans le cadre des facilitations accordées aux contribuables. D'autre part, interrogé quant à la capacité de l'Etat à soutenir les familles nécessiteuses, notamment dans le contexte actuel, M. Raouya a assuré que «la santé du citoyen et des familles nécessiteuses est l'une des priorités du gouvernement».

«Il faut qu'on apporte tout ce qui en notre possible au niveau financier pour soutenir ces familles. Si nous devons laisser de côté des projets nous le feront mais nous ne laisserons pas le citoyen algérien», a-t-il affirmé.

Concernant l'allocation de solidarité de 10.000 da accordée aux familles nécessiteuses, le ministre des Finances a relevé une surcharge sur les administrations concernées par cette opération tout en soulignant son optimisme quant à la remise de cette allocation en application des décisions du président de la République.

Louiza Ait Ramdane

Entraide durant le mois de ramadhan

La solidarité bat son plein à Béjaïa

■ *Les opérations d'entraide et de secours entamées depuis le début de la pandémie de coronavirus en direction des familles nécessiteuses se sont multipliées à travers la wilaya de Béjaïa avec l'arrivée du mois sacré du ramadhan.*

Par Hocine Cherfa

Ph.> D. R.

C'est ainsi que 20 000 colis de denrées alimentaires seront distribués par la wilaya, dans les quelques jours à venir, aux familles se trouvant dans le besoin. Une fois préparés, ils seront acheminés vers toutes les communes de la wilaya pour être distribués aux familles nécessiteuses, a-t-on appris. Ces kits alimentaires ont été acquis avec la contribution des bienfaiteurs, le Croissant-Rouge algérien ainsi que les Scouts musulmans algériens. A Chemini, l'APC a entamé depuis plusieurs jours déjà l'opération de distribution des couffins avec l'aide des représentants des villages. «Au total, 791 familles ont bénéficié des deux dispositifs mis en œuvre, dont 496 familles ont reçu des couffins de denrées alimentaires», a-t-on indiqué. «Pas moins de 296 familles ont bénéficié d'une allocation de 10 000 DA spécial Ramadhan, puisée sur les fonds propres de la commune et subvention de la wilaya», précise-t-on. «Les inscrits sur le fichier du service social de l'APC ont tous bénéficié de cette opération, grâce au travail effectué par les comités des villages», a annoncé le maire récemment. Et d'ajouter : «Une autre action de solidarité de grande envergure sera lancée par l'APC au profit des familles touchées par le Covid-19». Pour sa part, l'association Soummam Ighil-Ouchaâlal, quartier (Ighil Ouazoug) dans la commune de Béjaïa, a distribué, quant à elle, quelque 200 colis de viande rouge aux familles pauvres. L'association Zad El-Miaad a initié la semaine passée une opération de collecte de sang, organisée au niveau de l'école El-Mokrani. «L'opération a connu un succès avec l'inscription de 81 bénévoles et l'enlèvement pour 67 donateurs», indique-t-on, ceci sans compter les opérations de solidarité dont la distribution des dizaines de kits alimentaires à l'occasion du mois de ramadhan comme chaque année. A El-Flaye, 500 couffins alimentaires ont été distribués aux familles nécessiteuses au sein par le collectif des associations de la commune pour le mois sacré du ramadhan. Plus de 15 quintaux de viande seront distribués avec la contribution de bienfaiteurs. Une opération de solidarité au profit des familles ayant des enfants handicapés à charge a été menée récemment par la Direction de l'action sociale au siège de la wilaya en présence du wali. Au total, 210 familles ont été destinataires de ces aides. Des kits de denrées alimentaires seront acheminés vers les familles concernées. Dans le cadre de ses activités de bienfaisance et de solidarité, «l'Association Soummam au soin de l'orphelin» de la wilaya de Béjaïa a élaboré un programme d'action important qu'elle compte exécuter durant ce mois sacré. Pas moins de 2 000 couffins seront distribués dans les prochains jours au profit des familles défavorisées, en plus de 80 repas par jour, offerts au personnel soignant de l'unité hospitalo-universitaire Khelil-Amrane du CHU de Béjaïa, mobilisé dans le cadre du Covid-19. Le collectif «Solidarité d'Amizour» a organisé également une opération de collecte de denrées alimentaire en faveur de dizaines de familles nécessiteuses à l'approche du mois de jeûne. De son côté, le comité local du Croissant-Rouge de Seddouk a distribué, avec l'appui des bienfaiteurs locaux, 165 couffins de denrées alimentaires aux familles nécessiteuses.

H. C.

Le Brent à plus de 21 dollars

Les cours du pétrole se redressent timidement

Aidés par la perspective d'un déconfinement synonyme de reprise, au moins partielle, de l'activité économique et donc de la demande en pétrole, les cours du pétrole se sont redressés hier. Ainsi, dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 21,29 dollars à Londres, en hausse de 4,06 % par rapport à la clôture du marché mardi. Le baril américain de WTI pour la même livraison gagnait 14,91 % par rapport à la clôture d'hier, à 14,18 dollars. Les investisseurs «sont à la chasse aux bonnes affaires après quelques jours de ventes massives», a indiqué Jeffrey Halley, analyste. Le baril de référence aux Etats-Unis avait notamment dégringolé de 25 % lundi, et a temporairement perdu plus de 20 % mardi matin, avant de se redresser en séance pour accuser finalement un recul de 3,4 % à la clôture. «Les politiques des banques centrales et les espoirs d'un sortie de crise – ou du moins d'un déconfinement – relativement rapide donnent un peu de répit au prix du pétrole», a indiqué Carlo Alberto De Casa, analyste, une vision partagée par plusieurs experts. Pressés de relancer l'économie, plusieurs pays européens ont dévoilé, prudemment, des plans de déconfinement progressifs et réversibles afin de ne pas relancer l'épidémie de coronavirus qui continue de faire des ravages dans le monde sur les plans sanitaire et économique. Les prix exceptionnellement faibles du brut persisteront toutefois «jusqu'à ce que des réductions de production suffisantes allègent la pression sur les infrastructures de stockage, proches de la saturation», ont rappelé mardi des analystes dans une note. Les acteurs du marché devaient regarder également hier du côté des Etats-Unis où l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) publiera ses chiffres hebdomadaires. Les analystes anticipent une hausse médiane de 11,9 millions de barils des réserves de brut, qui évoluent déjà à des niveaux proches de leur plus haut historique.

Les capacités mondiales de stockage saturées dans les trois prochaines semaines

Le marché mondial du pétrole est en passe d'atteindre ses limites en matière de capacité de stockage dans les trois prochaines semaines, a révélé une nouvelle étude de la Banque Goldman Sachs. Cela nécessitera l'arrêt de près de 20 % de la production mondiale, a ajouté la même source. En fait, une fois qu'il n'y aura plus de place pour stocker le pétrole, il faudra probablement 4 à 8 semaines pour que les marchés s'accommodent de cette situation. Ce rééquilibrage annoncé de l'offre et de la demande est une bonne nouvelle pour le secteur qui a connu ses plus mauvaises statistiques au cours des deux derniers mois.

Mais cela va certainement créer une volatilité importante des prix avec de nouveaux creux à la baisse jusqu'à ce que l'offre soit finalement égale à la demande, a souligné Jeff Currie, directeur de recherche sur les matières premières chez Goldman Sachs. L'institution financière pense que les prix ne se redresseront probablement que lentement jusqu'à la mi-2021 et que selon ce scénario, le marché pourrait ainsi rester déficitaire de l'offre jusqu'en juin.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

Crise financière et crise sanitaire à l'aune l'une de l'autre

Suite de la page une

Les banques ayant cessé de se prêter les unes aux autres comme à leur habitude en pareille situation, il fallait pour les banques centrales apporter au système les liquidités dont il était en train de manquer cruellement. Pour préserver l'économie réelle, les autorités financières n'avaient d'autre choix que de venir au secours des banques. Dans la crise actuelle, l'élément déclencheur n'est pas financier mais sanitaire, il est réel par conséquent. Les fonds mis en jeu ne sont pas destinés aux banques directement mais à l'économie réelle, à travers principalement la prise en charge de salaires ne pouvant plus être servis par les petites et moyennes entreprises forcées à l'arrêt par les politiques de confinement. Principalement mais pas exclusivement toutefois, puisqu'une partie de ces sommes sont affectées aux dépenses accrues de santé, ainsi qu'au soutien de grandes entreprises, à l'exemple des compagnies aériennes. La différence de ces dépenses par rapport à celles de 2008, c'est qu'elles viennent directement s'ajouter à la masse monétaire. C'est toute la différence qu'il y a entre secourir un système bancaire et soutenir des pans de l'économie réelle. Dans le premier cas on accroît la monnaie en circulation dans la sphère bancaire, la base monétaire autrement dit, et dans le second la masse monétaire, l'argent circulant dans la sphère réelle. Tout l'argent avancé aux banques commerciales par la banque centrale ne se retrouve pas dans l'économie réelle. Tout l'argent servi sous la forme de salaires, si. Les mille de milliards créés ex nihilo par la Fed et la BCE augmenteront la masse monétaire à mesure de leur distribution. Cette augmentation survient par-dessus le marché dans un contexte où la production réelle est bridée par la pandémie. Toutes les conditions sont donc réunies pour un retour de l'inflation. Se produira-t-elle pour autant ? Cela n'est pas du tout certain. D'une part parce que les tendances déflationnistes profondes à l'œuvre depuis la dernière crise financière ne se sont pas éteintes du fait de la crise sanitaire, de l'autre parce que celle-ci crée du chômage à une allure peut-être plus grande encore. Et puis, the last but not the least, il n'est pas question d'augmentation des salaires.

M. H.

Conséquence du Covid-19 sur la santé mentale des Algériens

Mahmoud Boudarene, psychiatre : «Le confinement est une épreuve morale»

Parce que la santé mentale est au centre des préoccupations en raison des impacts psychologiques engendrés par le Covid-19, le Docteur Mahmoud Boudarène, psychiatre et auteur, aborde longuement, dans cet entretien qu'il a accordé au «Jour d'Algérie», la nécessité de la prise en charge et du suivi psychologique des personnes ébranlées par la pandémie.

Entretien réalisé par Lynda Naili

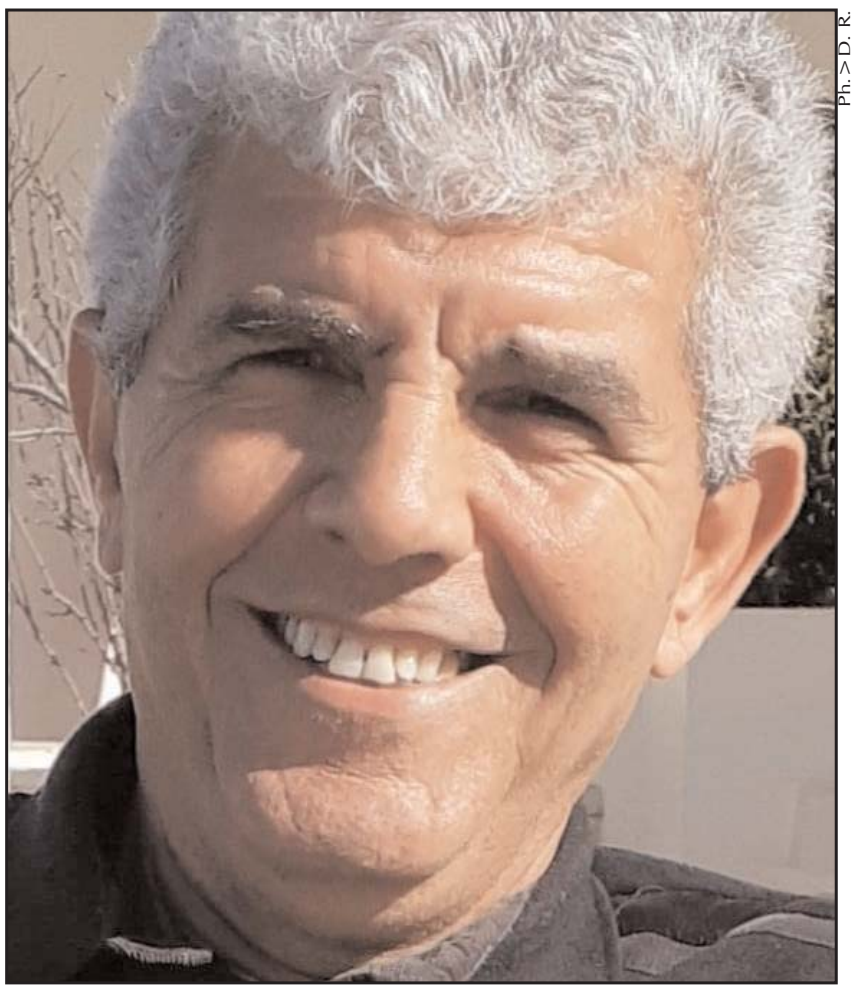
Outre de s'exprimer sur le prolongement de la durée du confinement et ses conséquences, sur la manière de rendre positive cette expérience et celle de réussir le dé-confinement, il évoque comment «*cet événement hors du commun*» peut désormais faire évoluer le comportement des Algériens, tout en considérant que le dé-confinement en cette période représente un «risque sanitaire entier».

***Le Jour d'Algérie* : Mesure jusque-là inconnue, les Algériens ont découvert le confinement pour lutter contre le coronavirus. Comment faire de cette épreuve une expérience positive ?**

Dr Mahmoud Boudarene : Le confinement est une épreuve morale, une contrainte par corps inédite. Je ne sais pas s'il est possible d'en faire une expérience positive. Ce qui est sûr, c'est que cela ne concerne pas le seul individu mais l'humanité tout entière, et c'est dans cette raison qu'il faut essayer de trouver les ressources non pas pour en faire une expérience positive mais un moment difficile à vivre, nécessaire. Le confinement étant la seule réponse efficace contre cette pandémie Covid-19, il est donc un bien pour un mal. C'est le regard qu'il faut poser sur cet événement, générateur de souffrance psychique chez l'individu et responsable de dysfonctionnements désastreux pour l'équilibre et la sérénité des familles, pour ne pas en souffrir. Par ailleurs, si le confinement est une décision sanitaire, il est aussi un dispositif de solidarité socio-économique et financier à mettre en place par les pouvoirs publics à l'endroit des populations vulnérables et mises en difficulté par ce confinement. C'est ainsi que les populations prendront conscience que leur coopération est indispensable et que l'Etat est à leur côté dans cette épreuve. Si les personnes ne sont pas rassurées, c'est là un état d'esprit qui ruine le sentiment de sécurité et accentue le stress. Je ne crois donc pas que l'on puisse faire de ce confinement une expérience positive mais on peut tout au moins en amortir les effets néfastes.

La période de confinement étant prolongée jusqu'au 14 mai, dans quel état psychologique seront les Algériens, qu'est-ce qui changera dans leur comportement ?

Je ne sais pas ce qui changera dans le quotidien des Algériens au lendemain de cette terrible épreuve. L'existence sera sans doute autre chose, elle sera aussi faite d'autres choses. Elle devrait être tournée vers les autres, avec plus de don de soi et moins d'avidité et d'égoïsme à satisfaire. Si une telle épreuve peut être à l'origine d'une souffrance individuelle et de dysfonctionnements familiaux, elle peut également être l'occasion d'un réaménagement bénéfique des relations entre les conjoints et entre les parents et les enfants, elle peut être l'opportunité pour donner plus généralement de la vitalité au lien familial. Comme rempart, elle peut développer la capacité de l'individu à s'organiser face à la souffrance, de telle sorte à ne pas se retrouver face à lui-même, à ruminer ses difficultés. Le rempart est aussi dans le génie des familles à faire de ces journées de confinement des moments de convivialité et de renforcement des relations familiales. Cet événement laissera des traces à l'échelle de l'individu mais aussi dans ce qui fait les nations. Est-ce que les uns et les autres en prendront acte, cela n'est pas garanti. Pour autant, cet événement remet, d'une certaine façon, tout en cause. Il interroge l'individu dans son omnipotence et son désir de tout contrôler, il lui fait toucher du doigt le dérisoire de ses actions et finalement l'insignifiance de son existence. Il faut souhaiter que cette épidémie, par la menace qu'elle fait peser sur nos vies, sur la vie, élèvera les esprits et les éveillera à autre chose qu'aux préoccupations prosaïques, et qu'elle fera comprendre à l'individu que l'existence peut se nourrir d'ambitions différentes, de générosité, de partage et de solidarité notamment. Les comportements auront alors changé et la douleur qu'aura causée aux populations le Covid-19 pourra prétendre avoir un bienfait.



Ph. > D. R.

Y a-t-il nécessité d'une prise en charge psychologique une fois la pandémie passée ?

Comment prévenir les effets néfastes du traumatisme psychique, que faut-il faire pour que ce traumatisme ne soit pas et qu'il n'engendre pas de la souffrance chez les individus ? Des questions qui sont au cœur de l'événement et de ses effets néfastes sur la santé mentale des personnes. Quand il survient, l'événement met à rude épreuve l'étanchéité psychique de l'individu et le rend brutalement perméable à toutes ses conséquences. Si les équipes formées à l'assistance psychologique ont un rôle indispensable à jouer dans le soutien immédiat aux personnes, les stratégies à mettre en place doivent faire preuve de prudence. Les sujets victimes sont toujours submergés par une frayeur qui bride leurs capacités de raisonnement, ils sont tout à leurs émotions et manifestent subséquemment des comportements inadaptés. Le travail des équipes de soutien psychologique se situe précisément durant ce moment délicat de stress aigu. La communication est indispensable à cette phase de prise en charge. Elle privilégie la pédagogie et met le sujet au-devant de l'événement afin de le lui faire connaître et d'en amortir les effets. Ce travail pédagogique doit également procéder à la dé-dramatisation du vécu du sujet et de la faillite de ses défenses, ce dernier devant accepter ses émotions comme un phénomène normal et se les réapproprier. Quand le «calme psychique» est revenu, il faut qu'il soit assuré du soutien des siens, de sa famille, de la communauté et dans ce cas particulier de celui des pouvoirs publics. Cela aide à restaurer le sentiment de sécurité et amorce la reconstruction de l'étanchéité psychique. Cette pandémie mondiale – comme tous les événements traumatiques que peut connaître l'être humain durant son existence – laissera des séquelles indélébiles dans les esprits. Ils seront marqués à vie et en souffriront plus ou moins sévèrement pour tout le reste de leur existence. Dès que le sujet est confronté à la mort – la sienne ou celle d'un proche – tout bascule. Son sentiment de sécurité intérieur est ébranlé, l'effroi le pénètre et ne le quitte plus. La peur prend possession de sa personne et sa vie n'est envisagée qu'à travers le prisme déformant de celle-ci. La mort est tout le temps présente. C'est la situation post-traumatique à laquelle vous faites allusion. Elle est le résultat de l'événement, lequel remet en cause les certitudes sur lesquelles le sujet a fondé sa sécurité intérieure et la permanence de la vie. Tous deux effondrés et difficiles à reconstruire. C'est le travail qu'auront à faire les intervenants de terrain – médecins et psychologues – a posteriori, c'est-à-dire à distance de l'événement quand les troubles psychiques apparaîtront, mais c'est aussi le travail de ceux-ci au moment de la survenue de l'événement pour prévenir le traumatisme ou tout au moins pour en réduire les effets néfastes sur la vie psychique. Ce travail sera ardu pour peu de succès, parce que plus rien ne sera comme avant. Le traumatisme sera pour le sujet un fardeau lourd à porter et la souffrance constituera son viatique.

Comment réussir le dé-confinement de la meilleure façon possible ?

Pour réussir le dé-confinement, il faut avoir réussi le confinement qui aura au final atteint son objectif principal, la maîtrise de l'épidémie. Or, nous ne sommes pas dans ce cas de figure, quand bien même les pouvoirs publics semblent présentement s'engager dans cette voie. Le confinement a été allégé non parce que le nombre des contaminations est en baisse mais parce que la situation économique du pays et celle de nombreuses familles algériennes le commandent. Le mois de ramadhan est là avec ses prix prohibitifs. Les dépenses des ménages sont appelées à s'accroître, il leur faut des revenus, ce que le confinement a réduit considérablement, notamment pour les familles qui vivent du travail journalier ou des petits métiers d'artisan. C'est ce qui a fait que les populations n'ont pas adhéré au dispositif, qu'elles ont ignoré le confinement et n'ont pas respecté les recommandations sanitaires. De ce point de vue, je ne pense pas que la décision de dé-confiner le pays soit prise de la meilleure façon possible. Le risque sanitaire est entier. **L. N.**

Pensions et allocations des retraités

Le ministère du Travail dément une prétendue augmentation

LE MINISTÈRE du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a démenti mercredi l'information «erronée» et «infondée» publiée par un quotidien national au sujet d'une augmentation des pensions et allocations des retraités, affirmant que cette décision sera rendue publique «au moment opportun comme chaque année à travers les canaux officiels utilisés à cet effet». Le ministère du Travail a démenti, dans une mise au point, l'information diffusée par le quotidien arabophone «Ennahar», mardi, dans deux articles publiés sur le site électronique faisant état «d'informations erronées et infondées» au sujet de la mise en valeur des pensions et allocations des retraités cette année. La tutelle a démenti, également, les déclarations attribuées au DG de la Caisse nationale des retraites (CNR) contenues dans le second article, en ce sens que «l'opinion publique nationale sera tenue informée de l'arrêté d'augmentation des pensions et allocations des retraités au moment opportun comme chaque année via les canaux officiels utilisés à cet effet». Dans ce contexte, le ministère du Travail réitère son appel à l'ensemble des médias nationaux de ne confirmer l'information que de la source officielle et «de ne pas prendre acte des informations non confirmées des sources suspectes et informelles pour éviter de tromper l'opinion publique». **G H**

Zone euro

La croissance des crédits aux entreprises s'emballe

■ La croissance des crédits accordés par les banques de la zone euro au secteur privé s'est emballée en mars sous l'effet des mesures de soutien monétaire prises pour contrer l'impact économique de la pandémie de coronavirus, a indiqué, hier, la BCE.

Par Salem K.

Ph/D. R.

Les crédits aux entreprises non financières et aux ménages européens, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 5,0 % en mars sur un an, après 3,7 % en février et en janvier. Cette accélération est due à la croissance des prêts aux entreprises industrielles et commerciales qui s'inscrit à 5,4 % sur un an, après s'être tassée à 3,0 % en février. Par contraste, celle concernant les prêts aux ménages a décéléré, à 3,4 %, après 3,7 % en février. La croissance des prêts à la consommation a notamment reflué à 3,9 %, contre plus de 6 % les mois précédents. Cette tendance devrait se poursuivre sur le trimestre en cours, alors que la demande nette de crédits en provenance des entreprises de la zone euro est attendue pour grimper à un rythme soutenu d'avril à juin, tandis qu'elle devrait encore se contracter côté ménages, a révélé, mardi, une enquête trimestrielle de la BCE. L'aggravation exponentielle de l'épidémie de coronavirus a amené les gouvernements à imposer courant mars des restrictions très strictes sur les déplacements, tout en fermant de nombreux commerces, mesures qui sont en voie d'être levées partiellement. Cela a déjà donné un énorme coup de frein à l'économie et créé des tensions sur les liquidités dans les entreprises. Pour empêcher une vague de faillites et soutenir le crédit, des pays comme l'Allemagne ont déployé des plans de soutien sans précédent de leurs économies et la BCE a décidé courant mars de porter à plus de 1 000 milliards d'euros le volume de ses rachats de dette des Etats et d'entreprises d'ici la fin de l'année. La BCE qui réunit jeudi son conseil des gouverneurs devrait affirmer sa capacité à aller plus loin, quand bien même ses options apparaissent limitées. La croissance de la masse monétaire M3, agrégat utilisé par la BCE comme un indicateur avancé de l'inflation, a de son côté accéléré à 7,5 % sur un an, contre 5,5 % en février, a détaillé, hier, l'institution.

S. K./APS

UE/Sahel

L'UE annonce une aide supplémentaire de 194 millions d'euros en faveur du Sahel

L'Union européenne (UE) a annoncé une aide supplémentaire de 194 millions d'euros pour soutenir la sécurité, la stabilité et la résilience dans la région du Sahel, à l'occasion de la vidéoconférence UE-G5 Sahel tenue mardi. Dans le cadre de ces nouveaux engagements financiers, 112 millions d'euros visent à contribuer à renforcer les capacités de sécurité et de défense des pays du G5 Sahel, tout en garantissant le respect du droit international humanitaire et en rétablissant la présence de l'Etat et des services de base sur l'ensemble du territoire, indique la Commission européenne dans un communiqué.

Les 82 millions d'euros restants seront mobilisés pour intensifier les efforts de développement et contribuer à améliorer les conditions de vie, la résilience et la cohésion sociale des populations vulnérables, ajoute la même source. «*La situation au Sahel ne cesse de se détériorer et la pandémie de coronavirus ne peut nous faire oublier la gravité de la situation dans une région dont les défis sont aussi les nôtres. Le Sahel doit rester en tête de l'agenda international*», a insisté le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, cité par le communiqué. De son côté, la commissaire européenne chargée des partenariats internationaux, Jutta Urpilainen, a souligné que l'UE est pleinement solidaire du G5 Sahel, avec 449 millions d'euros à mobiliser pour aider à réduire les impacts sanitaires et socio-économiques du coronavirus dans la région. Pour soutenir les pays du Sahel, l'UE a mobilisé 4,5 milliards d'euros en faveur de la région pour la période 2014-2020. Selon la Commission européenne, près de la moitié de cette enveloppe a été versée sous forme d'aide budgétaire, contribuant directement aux budgets nationaux des pays du G5 Sahel. En outre, l'aide humanitaire, mise en œuvre directement au profit des populations, s'élève à plus de 1,12 milliard d'euros depuis 2014.

N. B.

Taux d'inflation à plus de 80 %

Les prix flambent au Soudan, en pleine crise économique

Le taux d'inflation au Soudan a connu un bond de plus de 80 % en mars sur un an, a annoncé, mardi, le gouvernement, en pleine crise économique exacerbée dans le pays par la pandémie de coronavirus. Ce taux a atteint 81,64 % sur un an, comparé à un taux de 71,36 % en février, a déclaré le Bureau central des statistiques dans un communiqué, attribuant notamment l'augmentation des prix à celle des produits alimentaires. Les autorités soudanaises ont augmenté le prix du pain, une livre soudanaise ne permettant désormais d'acheter qu'un pain de 50 grammes contre 70 grammes précédemment. Le pays reste confronté à une lourde crise économique un an après que des protestations de masse avaient mené à la chute d'Omar el-Béchir après 30 ans de règne. Ces mouvements de protestation avaient été déclenchés fin 2018 après une décision gouvernementale de tripler le prix du pain, avant de se transformer ensuite en appel plus général à un changement politique. Les difficultés économiques du Soudan sont par ailleurs exacerbées par la pandémie mondiale de coronavirus, poussant les autorités à imposer un confinement dans l'Etat de Khartoum, incluant la capitale du pays. Sous Omar el-Béchir, l'économie soudanaise a subi de sévères secousses, allant des sanctions américaines à la sécession du Sud-Soudan en 2011, riche en pétrole. Malgré la levée de certaines sanctions par Washington en 2017, Khartoum demeure sur une liste noire américaine comme un Etat soutenant le terrorisme, ce qui bride ses perspectives d'investissements. L'autorité civile de transition arrivée aux commandes en août dans le pays pousse en faveur d'une ouverture internationale et d'un rapprochement avec les Etats-Unis.

M. O.

Changes

L'euro en hausse face au dollar

L'euro progressait hier face au dollar, dans un marché optimiste et en attendant la publication du PIB américain ainsi que la fin de la réunion de la Réserve fédérale américaine. Hier matin, l'euro prenait 0,43 % face au billet vert, à 1,0866 dollar. «*Le ralentissement de la propagation de Covid-19 ainsi que les mesures prises par divers pays pour rouvrir leurs économies ont soutenu l'humeur du marché, ce qui pèse sur le billet vert, considéré comme une valeur refuge*», a expliqué Samuel Siew, analyste. Les investisseurs ont d'ores et déjà les yeux tournés vers le communiqué de la Fed et la conférence de presse de son président, après la fermeture des marchés européens. Les responsables vont «*probablement souligner la détermination à maintenir les mesures actuelles jusqu'à ce qu'une reprise s'amorce*», a commenté Derek Halpenny, analyste. Depuis le début de la crise économique liée au coronavirus, l'institution américaine a multiplié les mesures d'urgence pour venir en aide aux banques, aux multinationales, aux PME ainsi qu'aux autorités locales. La Fed a aussi annoncé fin mars ne plus fixer de limite à son programme de rachats de dette américaine, qu'elle a récemment repris. Mais avant que la banque centrale américaine ne dévoile sa position, les cambistes prendront connaissance à 12h30 GMT de l'ampleur de la récession aux Etats-Unis. «*La publication du PIB américain pour le premier trimestre devrait annoncer officiellement la fin de l'expansion record de l'économie américaine, même si la contraction estimée à 4 % a déjà été globalement intégrée dans les cours*», a jugé Han Tan, analyste. Le chiffre sera cependant un indice pour déterminer l'ampleur de la chute de la production au second trimestre, qui pourrait atteindre deux chiffres, a souligné M. Tan. Autre événement majeur cette semaine : la réunion de la Banque centrale européenne qui se tiendra aujourd'hui.

R. E.

Crise au Liban

Nouveaux heurts entre manifestants et soldats

De nouveaux heurts ont opposé, mardi à Tripoli, la capitale du nord du Liban, l'armée à des manifestants dénonçant une inflation galopante et une dépréciation sans précédent de la monnaie nationale, en pleine pandémie de Covid-19.

Par Rosa C.

Après quelques heures de calme, des protestataires sont de nouveau descendus en fin de soirée dans la rue faisant craindre de nouvelles violences marquées la nuit dernière par la mort d'un manifestant de 26 ans, tué par balle par l'armée. Des manifestations ont eu lieu à plusieurs endroits de la ville, dont le quartier al-Mina, où les protestataires ont endommagé la façade d'une banque, selon une journaliste de l'AFP. Un autre rassemblement a eu lieu devant le domicile d'un ancien Premier ministre, Nagib Mikati. Plus de 20 manifestants ont été blessés dans les affrontements nocturnes, dont quatre hospitalisés, selon la Croix-Rouge libanaise. La veille, outre le manifestant tué, une vingtaine de civils ont été blessés ainsi que 40 militaires, selon l'armée. A Beyrouth, une centaine de manifestants ont défilé dans le quartier Hamra, où se trouve le siège de la Banque centrale, scandant des slogans contre son gouverneur. A Saïda (sud), des manifestants ont lancé des cocktails Molotov sur la branche locale de la Banque centrale. Dans la journée, Tripoli, la deuxième ville du pays, a été le théâtre de violences. Des centaines de jeunes ont saccagé et incendié une demi-douzaine de banques, arraché les pavés des trottoirs pour les lancer sur l'armée et incendié deux véhicules militaires. Ils ont été dispersés à coups de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Face à la crise économique inédite depuis la fin de la guerre civile (1975-1990) et malgré les restrictions imposées face au nouveau coronavirus, la mobilisation populaire – déclenchée initialement à l'automne dernier – a repris il y a quelques jours contre le pouvoir accusé de corruption et d'incompétence. Plusieurs banques ont été vandalisées à travers le pays. «*Je veux élever la voix contre la faim, la pauvreté, l'inflation et l'injustice*», a lancé un manifestant de 41 ans, Khaled. Ce vendeur de pièces de rechange pour motos dit ne plus pouvoir subvenir aux besoins de ses trois enfants depuis la perte de son emploi, dans un contexte dégradé avec la pandémie. Le Premier ministre Hassan Diab a reconnu «une aggravation à une vitesse record de la crise sociale», assurant «*comprendre le cri des gens*», mais a également rejeté «*tout vandalisme*», lors d'une réunion du gouvernement. Il a dans le même temps dénoncé les «*intentions malveillantes en coulisses*». Son ministre de l'Économie, Raoul Nehmé, a fait état d'une hausse de 55 % des prix sans préciser la période correspondante. La crise économique a été le principal catalyseur en octobre 2019 d'un soulèvement inédit contre une classe politique inchangée depuis des décennies et accusée de corruption et d'incompétence. Elle s'est amplifiée avec l'interdiction par les banques de tout virement à l'étranger et la mise en place de restrictions draconiennes sur les retraits en dollars, suspendus totalement en mars. Les banques sont accusées par la rue de complicité avec le pouvoir et d'avoir contribué à l'endettement public effréné et la faillite de l'État. Tout cela a été aggravé par les mesures préventives contre la propagation du virus, qui ont paralysé un pays où sont officiellement recensés 717 cas, dont 24 décès. Au Liban, environ 45 % de la population vit désormais sous le seuil de la pauvreté, selon des estimations officielles. En quelques semaines, la livre libanaise, indexée sur le dollar depuis 1997, a perdu plus de 150 % de sa valeur face au billet vert au marché noir, dépassant le seuil des 4 000 livres pour un dollar. Le taux officiel de 1 507 livres reste inchangé. L'inflation est quotidiennement dénoncée sur les réseaux sociaux, les prix de certains produits alimentaires ayant quasiment doublé. Le gouvernement affirme travailler sur un plan de relance économique n'ayant toujours pas été finalisé. «*Jusqu'à présent, le gouvernement n'a rien fait, si ce n'est suspendre le paiement des eurobonds*», a affirmé à l'AFP l'économiste Sami Nader, en référence au premier défaut de paiement dans l'histoire du pays, annoncé en mars. **R. C.**

Ph. > D. R.

Commentaire

Exemple

Par Fouzia Mahmoudi

Si Barack Obama a attendu longtemps pour apporter son soutien à Joe Biden, qui a tout de même été son vice-président durant ses huit années à la Maison-Blanche, provoquant d'ailleurs au passage quelques interrogations sur la confiance que l'ancien président ressentait face à son ex-bras droit, Hillary Clinton, elle, a attendu encore bien plus longtemps et vient seulement de se prononcer. En effet, l'ex-candidate démocrate de 2016 a annoncé cette semaine son soutien à Joe Biden pour la présidentielle de novembre, en taclant le président américain Donald Trump. «*Je veux ajouter ma voix à tous ceux qui vous soutiennent pour devenir notre président*», a déclaré l'ancienne secrétaire d'État, qui avait perdu la présidentielle contre le milliardaire républicain il y a quatre ans. «*Pensez juste à la différence que cela ferait en ce moment si nous avions un président qui non seulement écoutait la science, plaçait les faits avant la fiction, mais aussi nous rassemblait, démontrait le genre de compassion et d'attention dont nous avons besoin de la part de notre président, et dont Joe Biden est l'exemple*», a-t-elle ajouté, lors d'une table ronde par visioconférence, retransmise sur Internet. «*J'aimerais que vous soyez président en ce moment*», a-t-elle ajouté en direction de son «*ami*». «*J'ai hâte qu'il le devienne, si nous faisons tout ce que nous devons pour soutenir le type de personne que nous voulons refaire entrer à la Maison-Blanche pour mettre fin au mépris, non seulement des valeurs américaines, mais des institutions américaines, de l'État de droit, et de tellement d'autres choses qui sont en jeu, à cause de son occupant actuel*», a-t-elle déclaré. L'équipe de campagne de Donald Trump a accueilli cette annonce en évoquant, sur Twitter, Tara Reade, une femme qui accuse Joe Biden de l'avoir agressée sexuellement en 1993, lorsqu'il était sénateur et qu'elle travaillait pour son équipe à Washington. Le candidat démocrate a démenti, à travers sa porte-parole, ces accusations diffusées pour la première fois dans un podcast fin mars. Depuis, Tara Reade a répété ces accusations à plusieurs médias, puis présenté un rapport à la police de Washington début avril, sans citer le nom de Joe Biden, selon des médias américains. Le chef de campagne de Donald Trump, Brad Parscale, a d'autre part affirmé «*qu'il n'existait pas une plus grande concentration d'establishment démocrate qu'avec Joe Biden et Hillary Clinton ensemble*». «*Donald Trump l'a battue une fois et maintenant il battra le candidat qu'elle a choisi*», a-t-il tweeté. Joe Biden ne sera officiellement désigné candidat démocrate que lors de la convention du parti, reportée au mois d'août à cause du coronavirus. Néanmoins, d'autres accusations, cette fois-ci concernant son état de santé, et certaines rumeurs persistances voulant que Biden soit atteint de la maladie d'Alzheimer, peuvent aussi faire dévier sa campagne. Surtout qu'aujourd'hui l'Amérique connaît une crise inédite ce qui pourrait favoriser le besoin d'unité nationale poussant les Américains à se ranger derrière le commandant en chef actuel, Donald Trump. En 2004, lors de l'élection présidentielle, la victoire de John Kerry face à Georges W. Bush semblait aussi «évidente» pour beaucoup de médias et d'après de nombreux sondages, mais au final le besoin d'unité des Américains aura été le plus fort malgré les preuves irréfutables de mensonges qui pesaient sur Bush qui avait attaqué l'Irak grâce à des preuves fabriquées de toutes pièces.

F. M.

Ligue arabe

Le projet d'annexion de pans de la Cisjordanie occupée en débat

La Ligue arabe tient aujourd'hui une réunion extraordinaire par visioconférence, à la demande de l'Autorité palestinienne, pour discuter du projet d'annexion de pans de la Cisjordanie occupée par Israël. Voici l'état des lieux depuis l'annonce du plan américain pour le Proche-Orient qui prévoit l'annexion par Israël de pans du territoire palestinien. Fin janvier, le président américain Donald Trump a convié à la Maison-Blanche le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et Benny Gantz, alors son rival électoral, pour annoncer son projet de règlement du conflit israélo-palestinien. Le projet prévoit de faire de Jérusalem la capitale «*indivisible*» d'Israël et l'annexion par l'État hébreu de la vallée du Jourdain et des plus de 130 colonies juives en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967 par Israël. En vertu des accords d'Oslo signés dans les années 1990 par Israéliens et Palestiniens, la Cisjordanie est divisée en secteurs A, B et C. La zone C, sous contrôle exclusivement israélien, constitue environ 60 % du territoire. Or les colonies, où vivent plus de 450 000 Israéliens, et la vallée du Jourdain, langue de terres agricoles entre le lac de Tibériade et la mer Morte qui compte pour près de 30 % de la Cisjordanie, se situent essentiellement dans cette zone C. L'annexion de ces territoires signifie qu'ils feraient officiellement partie d'Israël qui étendrait ainsi sa frontière orientale à la Jordanie. Elle consacrerait la fragmentation de la Cisjordanie, qui deviendrait un territoire palestinien sans continuité avec par exemple une ville comme Jéricho qui se retrouverait enclavée. Le plan américain prévoit un État palestinien établi sur ce qu'il resterait de la Cisjordanie et la bande de Ghaza, deux territoires palestiniens séparés par Israël qui seraient reliés par un «*corridor*». Il propose que la capitale palestinienne soit à Abou Dis, un faubourg de Jérusalem. Or, les Palestiniens veulent leur capitale dans le secteur Est de la ville sainte, occupé depuis 1967 par Israël. Dans les heures ayant suivi l'annonce du plan, l'ambassadeur américain en Israël avait suggéré que l'État hébreu pouvait annexer «*sans attendre*» ces pans de la Cisjordanie. L'architecte du projet, Jared Kushner, gendre et conseiller du président Trump, avait temporisé disant vouloir attendre après les élections israéliennes du 2 mars dernier. Gantz et Netanyahu, n'ayant pas réussi à former de gouvernement avec leurs alliés respectifs à l'issue du scrutin, se sont finalement entendus la semaine dernière sur un gouvernement d'union. Concernant le plan Trump, ils ont convenu d'agir «*de manière coordonnée*» et «*avec l'accord complet des États-Unis*», tout en favorisant la «*stabilité régionale*», le «*maintien des accords de paix*» et la signature de «*futurs accords de paix*». Quatre éléments sont ici à noter. Israël a signé des accords de paix avec la Jordanie et l'Égypte, tandis que les accords d'Oslo structurent ses relations actuelles avec l'Autorité palestinienne. Peu après l'annonce en Israël d'une entente sur un gouvernement d'union, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a indiqué qu'en «*dernier ressort*» la décision d'annexer des parties de la Cisjordanie «*revenait à Israël*». Le plan Trump doit être soumis à partir du 1er juillet «*au gouvernement et/ou au Parlement israélien*», dit l'accord conclu entre MM. Gantz et Netanyahu. Ce dernier s'était engagé à annexer des pans de Cisjordanie et dans son camp certains plaident pour une annexion unilatérale, mais Benny Gantz a mis en garde contre des mesures précipitées.

Algérie/Tunisie

M. Djerad reçoit un appel téléphonique du Chef du gouvernement tunisien

■ Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a reçu, mardi, un appel téléphonique du Chef du gouvernement tunisien, Ilyes Fakhfakh, au cours duquel ils se sont félicités à l'occasion du ramadhan et ont adressé mutuellement les vœux de progrès et de prospérité aux deux pays, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Par Moncef Gh.

Lors de cet entretien, les deux responsables ont tenu, par ailleurs, à saluer «*l'excellence des liens de fraternité et l'esprit de solidarité sincère à chaque fois renouvelé, au gré des événements et des circonstances, comme c'est présentement le cas de la conjoncture mondiale dominée par la pandémie de coronavirus* (Covid-19)», précise-t-on de même source. MM. Djerad et Fakhfakh ont également procédé à «*un échange de vues sur les voies et moyens de développer davantage les relations bilatérales*», en affirmant leur «*volonté commune de leur insuffler une nouvelle dynamique*».

Tunisie : vers un allègement progressif du confinement à partir du 4 mai

Le président tunisien Kais Saied a évoqué, mardi à Tunis, avec le Chef du gouvernement Elyes Fakhfakh, les mesures qui seront prises dans le cadre d'un allègement du confinement pour lutter contre le coronavirus. Selon un communiqué de la présidence de la République, l'entretien a porté sur les mesures qui seront annoncées dans le cadre de l'allègement progressif du confinement à compter du 4 mai 2020, «*dans le sens d'un confinement ciblé avec la possibilité de faire des changements à la lumière de l'évolution de la situation*». L'entretien a permis également d'aborder la situation économique et sociale du pays au regard des mesures arrêtées lors de la réunion du Conseil de sécurité nationale, ajoute le communiqué. Par ailleurs, l'entretien a été l'occasion d'évoquer le dossier de la Libye. L'accent a été mis sur la nécessité de trouver une solution au problème des Tunisiens bloqués à l'étranger, tant en Libye que dans d'autres pays, souligne la même source.

Covid-19 : Le bilan passe à 975 cas de contamination et 40 décès

Le ministère tunisien de la Santé a annoncé, mardi soir, huit nouveaux cas de Covid-19 confirmés et un nouveau cas de décès dû au virus, le bilan passe ainsi à 975 cas testés positifs dont 40 décès. Les cas de contamination se répartissent sur 24 gouvernorats alors que les décès ont été enregistrés dans 13 gouvernorats, précise le ministère dans un communiqué. Le ministère a aussi indiqué que 279 patients sont en voie de guérison et 17 autres sont actuellement admis dans les unités de réanimation. Les patients actuellement hospitalisés (sans tenir compte de ceux admis dans les unités de réanimation) sont au nombre de 76. Le ministère a, par ailleurs, affirmé que les analyses aux laboratoires sont essentiellement effectuées sur les personnes suspectées d'avoir contracté le virus et celles ayant fréquenté les cas confirmés. Le ministère a ainsi exhorté les citoyens au respect total de la loi et des mesures d'isolement sanitaire et de confinement général dans toutes les régions du pays, afin de limiter la propagation du virus.

Plus de 300 millions de dollars d'exportations d'huile d'olive en 5 mois

Les exportations d'huile d'olive ont affiché une bonne dynamique en Tunisie durant la période de novembre 2019 à mars 2020, malgré le contexte de la pandémie de coronavirus, permettant au pays d'engranger des recettes de l'ordre de 896 millions de dinars tunisiens (307,4 millions dollars), ont rapporté mardi des médias locaux. «*La Tunisie a continué à exporter de l'huile d'olive afin de respecter ses engagements commerciaux en dépit de la suspension du commerce et du quasi-arrêt des expéditions à l'étranger*», a affirmé le président-directeur général de l'Office national de l'huile d'olive (ONH), Chokri Bayoudh, cité par les mêmes sources. Entre novembre 2019 et mars 2020, les expéditions ont atteint 146 000 tonnes pour des recettes d'exportation de 896 millions de dinars tunisiens (307,4 millions dollars). Ces données traduisent une hausse notable par rapport à la dernière campagne à la même période où une quantité de 80 000 tonnes avait généré 740 millions de dinars. La Tunisie envisage d'exporter 250 000 tonnes d'huile d'olive en 2019/2020 pour des recettes de plus de 2 milliards de dinars, sachant que les principaux débouchés du pays sont l'Italie et l'Espagne.

M. G./APS

Maroc

Le PIB devrait régresser de 6,8 %

Le PIB du Maroc devrait régresser de 6,8 % en raison de l'aggravation de la crise sanitaire liée au Covid-19 qui pousserait les entreprises à limiter au maximum leurs besoins de financement, dans un contexte d'incertitude quant à la reprise de la demande, prévoit le Haut commissariat au plan (HCP) dans une note publiée mardi. Cette régression est due également au recul de l'investissement au rythme de -26,5 % par rapport au deuxième trimestre 2019, pâtissant d'une accentuation du mouvement de déstockage des entreprises, selon les nouvelles estimations du HCP sur la croissance économique pour le premier trimestre 2020. Par secteur d'activité, la croissance de la valeur ajoutée agricole s'établirait à -4,2 % au deuxième trimestre 2020, alors que celle des activités non-agricoles se replierait de 6,9 %, au cours de la même période. Le secteur tertiaire souffrirait de la réduction du commerce et des transports, et de l'arrêt quasi-total de l'activité dans l'hébergement et la restauration, alors que la valeur ajoutée du secteur secondaire se contracterait de 8,9 %, en variation annuelle. D'après les prévisions du HCP, la croissance économique nationale serait amputée de 8,9 points, au deuxième trimestre 2020, par rapport à son évolution d'avant-crise du Covid-19, au lieu de -3,8 points prévu au 7 avril. Cela représenterait une perte globale potentielle d'environ 29,7 milliards de dirhams (1 dollar équivaut à 9,5 DH) pour la première moitié de 2020, au lieu de 15 milliards de DH prévue au 7 avril.

Coronavirus : Plus de 300 cas détectés dans trois prisons

Plus de 300 cas de personnes contaminées au Covid-19 ont été détectés dans trois prisons du Maroc, après une campagne de dépistage menée dans les 73 prisons du royaume, ont indiqué, mardi, les autorités pénitentiaires. Sur 1 736 personnes soumises à des tests de dépistage dans les prisons, 313 cas de contamination ont été recensés jusque-là. Dans la prison de Ouarzazate (sud) 303 cas positifs ont été recensés – 241 détenus et 62 fonctionnaires –, selon un communiqué de la Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR). Les deux autres prisons touchées sont celles de Marrakech (centre) et de Ksar Kébir (nord) avec 10 cas. Des tests de confirmation sont en cours pour deux employés et trois détenus de la prison de Tanger. Les prisons marocaines comptent près de 80 000 détenus. Début avril, plus de 5 654 détenus ont été graciés par le roi pour réduire les risques de propagation du virus dans des prisons notoirement surpeuplées. Dans le même temps, entre le 16 mars et le 21 avril, les prisons ont enregistré 5 484 nouveaux arrivants, selon les chiffres de la DGAPR. 132 nouveaux cas confirmés, 4 252 au total

Cent trente-deux nouveaux cas d'infection au coronavirus (Covid-19) ont été confirmés au Maroc pendant les dernières 24 heures, portant à 4 252 le nombre total des cas de contamination, a annoncé, mardi, le ministère marocain de la Santé. Le nombre de personnes déclarées guéries s'est élevé, jusqu'à mardi à 16h00, à 778 avec 83 nouvelles rémissions, alors que le nombre de décès a été porté à 165 après l'annonce de trois nouveaux décès, a indiqué le directeur de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies au ministère de la Santé, Mohamed El Youbi. Par ailleurs, le nombre des cas exclus après des résultats négatifs d'analyses au laboratoire s'élève à 1 864 pour un total de 26 998 depuis le début de l'épidémie, a expliqué le directeur. Sur les 132 nouvelles contaminations confirmées, 92 ont été détectées grâce aux opérations de suivi médical, soit un taux de 70 %.

Hayet G.

FAF

Les statuts seront bientôt amendés

LE PROJET d'amendement des statuts de la Fédération algérienne de football (FAF) est sur le point d'être finalisé, conformément à la feuille de route mise en place par la Fédération internationale (Fifa), a annoncé, mardi, l'instance fédérale sur son site officiel. Ce projet d'amendement avait été initié au lendemain de la visite des représentants de la Fifa en décembre 2019. Il fera l'objet d'une promotion auprès des membres de l'assemblée générale, lors de regroupements régionaux qui seront organisés après la crise du nouveau coronavirus (Covid-19), précise la FAF dans un communiqué. La FAF a expliqué que ce projet d'amendement est passé par un processus qui devra être validé par la Fifa à la fin du mois d'avril. L'instance fédérale a souligné que la phase de promotion des projets statuts/code électoral auprès des membres de l'AG, qui devait avoir lieu en mai, est reportée à une date ultérieure en raison de l'épidémie de Covid-19. Enfin, la FAF a annoncé la tenue de son assemblée générale ordinaire pour l'adoption des statuts/code électoral, ratification des organes juridictionnels existants et élection des commissions électorales au début de juin prochain. Cette date risque également de changer en raison de la crise sanitaire actuelle, conclut l'instance fédérale.

Cyclisme

Le MJS soutiendra la FAC

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports (MJS), Sid Ali Khaldi, a assuré de tout son soutien et celui de son département la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) dans toutes les actions entreprises pour «*redorer le blason de la petite reine algérienne*», au cours d'un entretien tenu lundi avec le président de la FAC, Kheïreddine Barbari. «*Plusieurs points relatifs au cyclisme, notamment son développement à travers le pays, ont été abordés lors de cette séance de travail lors de laquelle le ministre a félicité le président de la FAC pour la sérénité retrouvée par la fédération après la crise vécue l'année dernière*», indique l'instance fédérale dans un communiqué publié lundi soir sur sa page officielle Facebook. D'autres sujets relatifs à la situation des athlètes de l'élite nationale, notamment ceux appelés à défendre les couleurs nationales dans les compétitions internationales, en cette période de confinement, ainsi que les compétitions internationales que compte organiser la FAC en Algérie, ont été exposés par le premier responsable de la fédération qui a brossé un tableau général sur la situation de la discipline et les moyens dont elle a besoin pour connaître un véritable essor. Les jeunes talents et leur prise en charge ainsi que la place de la fédération au sein des instances internationales sont les autres points exposés par Barbari, lequel a souligné que les résultats ont été réalisés «*en dépit du manque de moyens à la FAC qui ne dispose même pas d'un siège social digne de ce nom*».

Handball

Moncef Soltane raccroche

LE HANDBALLEUR algérien Mathias-Moncef Soltane (Grand Nancy Métropole HB/France) a décidé de mettre un terme à sa carrière professionnelle, après une dernière année perturbée par les blessures et l'annulation de la saison à cause de la pandémie de coronavirus. En janvier dernier, il avait déjà évoqué sa possible fin de carrière. Quelques mois plus tard, Soltane a décidé de franchir le pas et de dire «stop». A bientôt 34 ans, l'ailier droit nancéien a pris la décision d'arrêter sa carrière professionnelle alors que son contrat avec le Grand Nancy Métropole HB arrivait à terme. Après deux dernières saisons perturbées par les blessures (à l'épaule notamment), le joueur algérien était conscient que l'avenir se dessinait en pointillés. «*J'ai eu pas mal de pépins physiques ces dernières années, et c'est vrai que cela a précipité la fin de ma carrière pro*», confie-t-il au journal «*L'Est Républicain*». Arrivé à Nancy en juin 2014 après être passé par Strasbourg, Gonfreville ou encore Saran, le handballeur referme donc le livre d'une histoire de six saisons nancéiennes. «*J'ai fait de belles rencontres humaines et sportivement, on a disputé les play-offs* (la saison dernière contre Massy, NDLR). *Ce n'est pas mal pour moi, le petit joueur qui n'est pas passé par un centre de formation mais a gravi les échelons en N3, N2, N1 et Proligue. Si je suis fier ? Oui, quand même. Même si je sais aussi que j'aurais pu faire mieux*», a-t-il ajouté. Mathias-Moncef Soltane, qui avait effectué toute la préparation avec la sélection algérienne avant la Coupe d'Afrique 2014 à Alger sans être retenu par le sélectionneur de l'époque Réda Zeguilli, a disputé 126 matchs officiels

Milan AC

Bennacer n'ira pas à Paris

L'international algérien du Milan AC, Série A, Ismaël Bennacer, est intransférable durant le mercato prochain, a révélé le journal sportif «Le Corriere dello Sport» qui cite des sources du club Rossoneri.

L'international algérien devrait rester à Milan

Ph. > D. R.

Par Mahfoud M.

Cette confirmation du média italien intervient après les informations ayant circulé depuis quelques jours sur l'intérêt porté par le club du Paris Saint-Germain sur Bennacer et le souhait du directeur sportif du club de Ligue 1 française, Leonardo, de faire venir le milieu de terrain algérien. «*Milan AC ne compte pas vendre Bennacer, actuellement un des meilleurs éléments au poste de milieu de terrain au club*», a indiqué le quotidien italien dans son édition du jour, citant des dirigeants du Milan AC. Une volonté des dirigeants rossoneri de capitaliser sur la bonne saison de l'ancien joueur d'Arsenal pour le futur du club, qui le rend par conséquent intransférable. Bennacer, dont le retour aux entraînements individuels est annoncé pour le 4 mai, ne compte pas lui aussi quitter le club milanais et souhaite progresser avec le club aux sept trophées en Ligue des Champions. Bennacer avait rejoint le Milan AC en août dernier, en provenance d'Emploi FC, relégué en division inférieure. Il avait signé un contrat de quatre années pour un transfert estimé à 16 millions d'euros.

Pour revenir à l'intérêt parisien envers le joueur et à en croire FootMercato, le directeur sportif du PSG, Leonardo, l'aurait ciblé pour venir renforcer le milieu parisien. D'après le média français, l'international algérien privilégierait un club lui garantissant un temps de jeu suffisant à sa progression. Il est alors question de savoir si le club de la capitale française peut lui offrir ce temps de jeu, aux côtés de Marco Verratti. À ce jour, aucune offre officielle n'aurait été formulée mais une première approche supérieure à 20 millions d'euros a été annoncée par Paris, refusée par le Milan. Toutefois, la direction du club lombard pourrait envisager de laisser partir son milieu de terrain en cas d'offre supérieure à 35 millions d'euros. À noter que Bennacer dispose d'une clause libératoire dans son contrat, dont le montant n'a pas encore été dévoilé.

M. M.

MC Oran

Cherif El Ouezzani tire la sonnette d'alarme

Le directeur général du MC Oran, Si Tahar Cherif El Ouezzani, a rappelé, mardi, «*le danger*» qui guette son club pensionnaire de Ligue 1 de football en raison de la crise financière aigüe qui le secoue depuis l'intersaison et menace sérieusement son avenir parmi l'élite. La situation sanitaire difficile que traverse le pays a compliqué davantage les affaires de la direction de la formation phare de la capitale de l'Ouest pour trouver des solutions à ses interminables problèmes financiers, a indiqué l'ancien international algérien. Ayant souvent trouvé dans les autorités locales et différents opérateurs économiques, en particulier le sponsor majeur du club Hyproc (filiale de Sonatrach), un soutien de taille pour régler, ne serait-ce que partiellement, les problèmes financiers des «Hamraoua», Cherif El Ouezzani se débat cette fois-ci seul pour faire face à une situation qui se complique de plus en plus, a-t-il déploré.

Outre le fait que la direction oranaise se montre incapable d'honorer ses engagements envers ses joueurs actuels auxquels elle doit pas moins de six mensualités, elle est également censée épurer les dettes d'anciens joueurs ayant recouru soit au Tribunal arbitral sportif (TAS), soit à la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour être rétablis dans leurs droits.

Certes, Cherif El Ouezzani et ses assistants ne sont en place que depuis l'été dernier, mais ils sont tenus d'assumer le passif, d'où la nécessité de se débrouiller pour régler cet épineux problème au risque d'exposer leur club à des sanctions. Une réalité que le directeur général des Rouge et Blanc admet, sauf qu'il avoue être incapable d'y faire face, «*surtout que les clignotants de la trésorerie du club sont aux rouges*». Le club a besoin d'au moins 200 millions DA pour régulariser la situation financière de l'effectif actuel ainsi que des anciens joueurs qui réclament leur dû, au titre de leur passage dans le club lors des dernières années, a encore fait savoir le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990, estimant au passage que le salut du MCO passe par sa mise sous la coupe d'une entreprise publique, comme c'est le cas pour d'autres formations de la Ligue 1.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Pour la réalisation de logements AADL et équipements publics

Déclassement de 14 parcelles de terres agricoles

UN DÉCRET exécutif portant déclassement de 14 parcelles de terres agricoles afin de réaliser des projets de logements location-vente (ADDL) et équipements publics, a été publié au Journal officiel n° 24. La superficie globale des parcelles concernées est de 156 ha, 19 a et 21 ca, selon ce décret n° 20-98 du 14 avril 2020, signé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. Ils s'agit de trois parcelles au niveau de la wilaya de Blida, situées à Bouarfa pour la réalisation de 4 000 logements AADL, à Beni Tamou pour la réalisation de 1 000 logements AADL et à Bouinan pour la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées. L'opération de déclassement concerne également une parcelle dans la commune de Médéa destinée à la réalisation de deux projets de 1 027 logements et de 500 logements, de type location-vente (AADL), et une autre dans la commune d'Aïn Témouchent destinée à un projet de 1 600 logements AADL. Dans la wilaya de Boumerdès, l'opération concerne trois parcelles à Boudouaou, Chabet El Ameur et Ouled Heddadj, destinées à la réalisation de, respectivement, un collège, un lycée et un groupe scolaire. Quant à la wilaya d'Alger, le déclassement concerne deux parcelles à Mahelma et Zéralda pour la réalisation de logements dans le cadre du programme AADL, deux parcelles à Birtouta pour la réalisation de projet du même programme et un lycée, ainsi qu'une parcelle à Aïn Taya destinée à un projet d'une école coranique et une mosquée, une parcelle à Saoula pour réaliser le nouveau siège du Commandement des forces de la défense aérienne du territoire, et une autre à Staoueli destinée au projet d'extension du centre de repos familial au profit du ministère de la Défense nationale, selon le même décret.

Slim O.

Virus

L'Allemagne dispose d'une capacité de 900 000 tests par semaine

L'ALLEMAGNE dispose d'une capacité de 900 000 tests au coronavirus par semaine, a déclaré, hier, le ministre de la Santé, qui entend en priorité les généraliser auprès du personnel de santé. «Aujourd'hui nous avons déjà théoriquement une capacité de près de 900 000 tests (par semaine) à condition que le matériel pour ces tests soit disponible», a indiqué Jens Spahn lors d'une conférence de presse à Berlin. Alors que le pays réalise actuellement 470 000 tests hebdomadaires, cette capacité pourrait aider à prévenir un déclenchement du virus au sein du personnel médical à l'hôpital ou dans les centres de soins pour personnes âgés, a-t-il souligné. «Je pense qu'il est très très important de voir, après ce que nous avons atteint ces dernières semaines, (...) que le plus grand risque d'un déclenchement du virus est le système de santé», a-t-il pointé, souhaitant que ces tests soient menés de façon «la plus complète et la plus préventive possible». La loi et les critères de test de l'Institut Robert-Koch (RKI), l'autorité sanitaire du pays, ont été adaptés pour en tenir compte, selon le ministre. Selon le RKI, le taux d'infection – surveillé de très près par les pouvoirs politiques – s'élève actuellement à 0,9, ce qui signifie que 10 personnes porteuses du virus en infectent 9 autres. Le recul de ce taux sous 1,0 a récemment encouragé le gouvernement d'Angela Merkel à assouplir ses règles de confinement. Depuis la semaine dernière, les magasins d'une surface inférieurs à 800 m² ont pu rouvrir, et dans certaines régions, des collégiens et lycéens ont repris les cours. Parallèlement, le pays a décidé de rendre le port du masque obligatoire dans les transports en commun et dans les magasins, afin de prévenir une deuxième vague d'infections au nouveau coronavirus, potentiellement plus sévère que la première. Comparée à ses voisins français ou italien, l'Allemagne a jusqu'ici mieux résisté à l'épidémie. Selon les derniers chiffres du RKI hier, le nombre d'infections atteignait 157 641, soit 1 304 de plus que la veille. Plus de 6 100 personnes ont succombé au virus.

R. I.

Sécurité intérieure

Le Président Tebboune nomme le Général Abdelghani Rachdi Directeur général

LE PRÉSIDENT de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé mercredi le Général Abdelghani Rachdi Directeur général de la Sécurité intérieure, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a nommé ce mercredi le Général Abdelghani Rachdi Directeur général de la Sécurité intérieure», lit-on dans le communiqué.

R N

Confinement prolongé de quinze jours

Djalou@hotmail.com

Laghouat

Démantèlement d'un réseau de trafic d'ordonnances et de psychotropes

■ Un réseau composé de trois individus, qui s'adonnaient à la falsification d'ordonnances médicales et au trafic de psychotropes, a été démantelé par les éléments de la 4e sûreté urbaine de Laghouat, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Par Maya H.

Les mis en cause (26 à 67 ans) ont été appréhendés pour «constitution de bande malfaiteurs, faux et usage de faux et détention de psychotropes pour la revente», a précisé la source.

Agissant sur informations faisant état d'une tentative d'acquisition par un individu (32 ans) de produits psychotropes auprès d'officines pharmaceutiques en utilisant une ordonnance falsifiée, les policiers sont intervenus et ont arrêté le suspect en possession d'une ordonnance trafiquée, avant d'ouvrir une enquête sur cette affaire.

Les investigations ont permis d'appréhender deux autres suspects, dont un (26 ans) se chargeait de l'impression d'ordonnances falsifiées en vue de se procurer des médicaments et des psychotropes, et dont la perquisition du domicile a donné lieu à la saisie de 57 comprimés psychotropes, 281 boites et une plaquette vide de produits de même nature, ainsi que deux flacons d'un liquide hallucinogène et une imprimante-photocopieuse, a ajouté la source. Deux appareils informatiques portables, 257 ordonnances falsifiées, 132 ordonnances prêtes à la falsification, ainsi que des photocopies de cartes nationales biométriques et de cartes Chifa falsifiées, en plus d'une somme d'argent produit de cette activité criminelle, ont également été saisis.

Les mis en cause ont été déférés devant le magistrat instructeur près le tribunal de Laghouat, qui les a placés en détention provisoire, conclut la même source.

M. H./APS

Programmes télévisés

L'ARAV adresse «un avertissement» à Echourouk TV

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a adressé «un avertissement» à la chaîne privée Echourouk TV pour avoir diffusé lundi, une série humoristique «Dar Laadjab», ayant contenu «des propos malveillants portant atteinte à la dignité», outre «le non respect des intérêts du pays». «Après avoir suivi la série humoristique Dar Laadjab en date du 27 avril diffusée par la chaine privée Echourouk TV, le réseau audiovisuel a relevé une déviation par rapport aux véritables objectifs du programme qui contenait des propos malveillants portant atteinte à la dignité, outre le non respect des intérêts économiques et diplomatiques du pays et le non respect des valeurs nationales et des symboles de l'Etat tel que définit dans la Constitution», a indiqué mercredi un communiqué de l'autorité. Compte tenu de la «gravité d'un tel programme», ajoute la même source, le président de l'ARAV a adressé, le 28 avril courant, via un appel téléphonique, «aux responsables de la chaîne, un avertissement oral pour ces graves dépassements», indiquant qu'ils «se sont engagés à arrêter le programme et à prendre des mesures pénales contre l'équipe de cette série», laquelle devait «faire l'objet d'un contrôle préalable par la chaîne». Partant du principe que «la liberté est une responsabilité et non un moyen pour enfreindre les valeurs et porter atteinte à la dignité et aux intérêts du pays», l'ARAV a adressé un avertissement oral à la chaine Echorouk TV, relevant «la nécessité pour cette chaîne de se conformer aux règles et à l'éthique professionnelle», conclut le communiqué. L'ARAV, note-t-on, avait adressé dimanche un avertissement à la chaîne Numidia TV suite à la diffusion, vendredi passé, d'une émission de caméra cachée intitulée "Ana Wradjli" (Mon mari et moi) qui comprenait de "flagrantes infractions à l'éthique professionnelle ayant attenté à l'ordre public".

R C